

1045

Mémorial  Memorial
du des
Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 8 novembre 1930.

N^o 55.

Samstag, 8. November 1930.

Arrêté du 28 octobre 1930, prescrivant un recensement général de la population du Grand-Duché au 31 décembre 1930.

Le Gouvernement en Conseil,

Vu l'art. 11 de la Convention d'union économique helgo-luxembourgeoise du 25 juillet 1921, portant que la recette commune sera répartie entre les deux pays proportionnellement à la population de leurs territoires et qu'à ces fins il sera fait tous les dix ans un recensement de la population sur tout le territoire de l'Union douanière le même jour et d'après les mêmes principes;

Attendu que suivant un accord intervenu entre les deux Gouvernements, la date du premier recensement commun est fixée au 31 décembre 1930 et que ce recensement portera sur la population dite de droit ou de résidence habituelle;

Attendu qu'il importe de combiner avec ce recensement le dénombrement de la population légalement domiciliée ou politique, prévu par les art. 85 et 148 de la loi électorale révisée du 31 juillet 1924, portant qu'il est procédé, *au moins* tous les cinq ans, à un dénombrement de la population qui sert de base: 1^o à la répartition entre les circonscriptions du droit indivis de représentation à la Chambre des députés; 2^o à la fixation du nombre des conseillers attribués à chaque commune et section de commune;

Considérant que le dernier dénombrement de la population politique a eu lieu le 1^{er} décembre 1927;

Attendu qu'il est indiqué en outre que le prochain recensement puisse servir à toutes les opérations administratives qui ont pour base le nombre des habitants;

Arrête:

Art. 1^{er}. Un recensement général de la population du Grand-Duché sera fait le 31 décembre prochain.

Beschluß vom 28. Oktober 1930, welcher die Vornahme einer allgemeinen Volkszählung im Großherzogtum am 31. Dezember 1930 anordnet.

Die Regierung im Conseil;

Nach Einsicht von Art. 11 des luxemburgisch-belgischen Wirtschaftsvertrags vom 25. Juli 1921, wonach die gemeinschaftlichen Einnahmen unter die beiden Länder im Verhältnis zur Bevölkerung ihres Gebietes verteilt werden, und zu diesem Zweck alle 10 Jahre eine Volkszählung auf dem ganzen Gebiete der Zollunion vorzunehmen ist, am selben Tag und nach denselben Grundsätzen;

In Anbetracht, daß durch Vereinbarung zwischen den beiden Regierungen als Datum der ersten gemeinschaftlichen Zählung der 31. Dezember 1930 festgesetzt ist und daß durch diese Zählung die Wohnbevölkerung ermittelt werden soll;

In Anbetracht, daß es angezeigt ist, mit dieser Zählung die Zählung der gesetzlich domizilierten oder der politischen Bevölkerung zu verbinden, gemäß Art. 85 und 148 des revidierten Wahlgesetzes vom 31. Juli 1924, wonach wenigstens alle fünf Jahre eine Volkszählung vorgenommen wird, welche 1. der Verteilung nach Wahlbezirken des unteilbaren Vertretungsrechtes in der Abgeordnetenkammer, 2. der Festsetzung der Zahl der jeder Gemeinde und Sektion zugewiesenen Gemeinderatsmitglieder als Grundlage dient;

In Anbetracht, daß die letzte Zählung der politischen Bevölkerung am 1. Dezember 1927 stattgefunden hat;

In Anbetracht der Notwendigkeit, die künftige Zählung allen Verwaltungsgeschäften nutzbar zu machen, denen die Einwohnerzahl zu Grunde liegt;

Beschließt:

Art. 1. Am 31. Dezember künftighin wird eine allgemeine Volkszählung im Großherzogtum stattfinden.

Art. 2. Cette opération a pour but de déterminer
1° le nombre des personnes qui, de fait, se trouveront présentes sur le territoire du Grand-Duché dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier prochain ; 2° le nombre des personnes qui composent la population de résidence habituelle ; 3° le nombre des personnes qui composent la population légalement domiciliée ou politique dans les différentes localités.

Seront relevés :

- les noms et prénoms ;
- la position dans le ménage ;
- le sexe ;
- la date et le lieu de la naissance ;
- l'état civil ;
- la nationalité ;
- la religion ;
- la profession ou condition principale, la position dans la profession et les professions accessoires ;
- le lieu de résidence habituelle des personnes qui, bien que séjournant dans la localité de recensement, ont leur résidence habituelle ailleurs ;
- le domicile légal des personnes qui, bien que résidant au lieu du recensement, ont cependant leur domicile légal ailleurs ;
- la résidence habituelle resp. le domicile légal des personnes dont la présence n'est que passagère ;
- le lieu de séjour des personnes absentes de leur résidence habituelle resp. de leur domicile légal.

Art. 3. La *résidence habituelle* est le centre de réunion du ménage lorsque celui-ci se compose de plusieurs personnes, ou le lieu où vit isolée une personne qui constitue à elle seule un ménage.

Le siège en est fixé en prenant en considération l'habitation effective, le séjour réel et permanent, le centre de réunion du ménage, que celui-ci soit constitué par une seule personne vivant isolément ou par deux ou plusieurs personnes ayant une vie commune.

Art. 4. Par *résidence temporaire* ou *momentanée*, il faut entendre le séjour qu'une personne éloignée de son foyer fait dans un autre endroit, sans avoir l'intention d'y constituer un foyer nouveau, ou sans que ce séjour puisse être considéré comme constituant une habitation réelle et effective.

Art. 5. Aux termes de la loi du 22 décembre 1886, concernant les recensements de population à

Art. 2. Diese Maßnahme hat zum Zweck: 1. die Zahl der in der Nacht vom 31. Dezember 1930 auf den 1. Januar 1931 im Gebiete des Großherzogtums wirklich anwesenden Personen, 2. die Zahl der zur Wohnbevölkerung gehörenden Personen, 3. die Zahl der in den verschiedenen Ortschaften zur gesetzlich domizilierten oder politischen Bevölkerung gehörenden Personen festzustellen.

Es sind zu verzeichnen:

- Familiennamen und Vornamen;
- Stellung im Haushalt;
- Geschlecht;
- Datum und Ort der Geburt;
- Familienstand;
- Staatsangehörigkeit;
- Religionsbekenntnis;
- Hauptberuf (Haupterwerb), Stellung im Hauptberuf, sowie die Nebenberufe;
- Gewöhnlicher Wohnort der Personen, die zwar am Zählorte sich aufhalten, ihren gewöhnlichen Wohnort jedoch anderwärts haben;
- Gesetzliches Domizil derjenigen, die zwar am Zählorte sich aufhalten, ihr gesetzliches Domizil aber anderwärts haben;
- Gewöhnlicher Wohnort bezw. gesetzliches Domizil der nur vorübergehend Anwesenden;
- Aufenthaltort der vom gewöhnlichen Wohnort bezw. vom Ort des gesetzlichen Domizils Abwesenden.

Art. 3. Als gewöhnlicher Wohnort gilt der Ort, wo der Haushalt vereinigt ist, wenn derselbe aus mehreren Personen besteht, oder der Ort wo eine allein stehende Person lebt, die für sich einen selbständigen Haushalt führt.

Der Sitz des gewöhnlichen Wohnortes wird bestimmt durch die tatsächliche Wohnung, den wirklichen und stetigen Aufenthalt, die Vereinigung des Haushaltes.

Art. 4. Als zeitweiliger oder vorübergehender Aufenthalt gilt die momentane Anwesenheit an einem Ort außerhalb des Sitzes der Haushaltung, ohne Absicht dort einen neuen Haushalt zu gründen, oder ohne daß letzterer Ort als wirklicher und tatsächlicher Wohnort angesehen werden kann.

Art. 5. Nach dem Gesetz vom 22. Dezember 1886, die in Ausführung des Wahlgesetzes vorzunehmenden

faire en exécution de la loi électorale, le dénombrement de la *population politique* ou *légalement domiciliée* se fera sur la base du domicile réel, tel qu'il est déterminé par les dispositions du Code civil; en outre, d'après la même loi, les Luxembourgeois et étrangers qui habitent le Grand-Duché et qui n'y auront pas leur domicile, seront, s'ils ont séjourné dans le pays durant six mois consécutifs au moins, recensés au lieu de leur résidence.

Art. 6. Le dénombrement sera fait dans toutes les communes du pays, sous la direction et la surveillance des collègues des bourgmestre et échevins, par des agents spéciaux nommés par ceux-ci.

Les communes seront divisées en quartiers de recensement de 50 ménages au plus.

Il y aura un agent pour chaque quartier.

Les agents seront choisis, autant que possible, parmi les personnes qui ont les aptitudes nécessaires, habitent le quartier et sont présumées en connaître les habitants.

Art. 7. Le recensement se fera de maison en maison et de ménage en ménage, par des inscriptions nominatives dans les bulletins individuels (modèle I A et I B) et dans les feuilles de ménage conformes au modèle n° II.

Art. 8. Les bulletins I A, I B et II seront remplis et certifiés le 1^{er} janvier 1931 avant midi, par les chefs de ménage, par les personnes vivant seules, ou par les préposés ou chefs d'établissements (casernes, pensionnats, hôpitaux, prisons, etc.), soit personnellement, soit par ceux qu'ils auront chargés de ce soin.

Au besoin, les agents rempliront et attesteront eux-mêmes les bulletins, d'après les renseignements qu'ils auront recueillis auprès des ménages.

Art. 9. La distribution des bulletins aux chefs de ménage aura lieu dans l'espace du 28 au 31 décembre. La reprise des bulletins commencera le 1^{er} janvier à midi, et sera achevée dans la journée du lendemain.

Art. 10. Les agents se conformeront en tous points à l'instruction annexée au présent arrêté.

Il sera remis à chacun d'eux un exemplaire du présent arrêté, deux formules de la liste de contrôle

Volkszählungen betreffend, geschieht die Zählung der politischen oder gesetzlich domizilierten Bevölkerung auf Grund des wirklichen Domizils, so wie dasselbe durch das Zivilgesetzbuch bestimmt ist; außerdem sind, nach demselben Gesetz, die im Großherzogtum wohnenden aber nicht hierlands domizilierten Luxemburger und Fremden, falls sie während mindestens sechs aufeinanderfolgenden Monaten sich im Lande aufgehalten haben, in die Zählungsliste desjenigen Ortes einzutragen, wo sie ihren Aufenthalt haben.

Art. 6. Die Zählung geschieht in allen Gemeinden des Landes unter Leitung und Aufsicht der Schöffenkollégien durch eigens von diesen dazu ernannte Zähler.

Die Gemeinden werden in Zählbezirke von höchstens 50 Haushaltungen eingeteilt.

Für jeden Zählbezirk wird ein Zähler bestellt.

Als Zähler sind möglichst solche Personen zu verwenden, welche die nötige Befähigung haben, im Zählbezirk selbst wohnen und dessen Bewohner persönlich kennen.

Art. 7. Die Zählung geschieht von Haus zu Haus und von Haushaltung zu Haushaltung, durch namentliche Eintragung in die Individualkarten (Formular IA und IB) sowie in die dem Formular II entsprechenden Haushaltungslisten.

Art. 8. Die Formulare IA, IB und II, werden am 1. Januar 1931 vormittags, entweder durch die Haushaltungsvorstände, die einzellebenden Personen, die Vorsteher von Anstalten (Kasernen, Pensionate, Spitäler, Gefängnisse usw.) selbst oder durch die von denselben hiermit beauftragten Personen ausgefüllt und als richtig beglaubigt.

Nötigenfalls werden die Zähler selbst die Zählungslisten gemäß den in den Haushaltungen eingezogenen Erkundigungen ausfüllen und deren Richtigkeit beglaubigen.

Art. 9. Die Austeilung der Zählungslisten an die Haushaltungsvorstände wird vom 28. bis 31. Dezember stattfinden. Die Wiedereinsammlung beginnt am Mittag des 1. Januar, um im Laufe des folgenden Tages beendigt zu werden.

Art. 10. Die Zähler werden sich genau an die diesem Beschlusse beigegebene Anweisung halten.

Einem jeden derselben werden ein Exemplar des Beschlusses, zwei Formulare der Kontrollliste (For-

(formulaire n° III), ainsi qu'un nombre suffisant de bulletins individuels et de feuilles de ménage.

Art. 11. En cas de déclarations fausses de la part d'un particulier, ou de refus de donner aux agents spéciaux les renseignements dont ils ont besoin, ceux-ci en dresseront procès-verbal. Les contrevenants seront punis conformément à l'art. 1^{er} de la loi du 6 mars 1818.

Art. 12. L'administration communale soumettra les bulletins de recensement, résumés dans les listes de contrôle, à une vérification soignée. Si elle constate des omissions, elle fera recueillir immédiatement des renseignements complémentaires et rectifiera, à l'encre rouge, les erreurs et les incorrections qu'elle pourrait découvrir.

Elle reportera sur le tableau n° IV le résumé des listes de contrôle.

Dans un autre état, conforme au modèle n° V, elle classera sommairement les données du recensement par sections de comptabilité, et dans un troisième état (modèle n° VI), les données du recensement par sections électorales.

Les états nos IV, V et VI seront envoyés au commissaire de district, en double exemplaire, avec les bulletins de recensement et les listes de contrôle, avant le 10 janvier 1931.

L'administration communale joindra, pour tous les étrangers recensés, des listes spéciales contenant toutes les indications personnelles et établies séparément pour les diverses nationalités (formulaire VII).

Art. 13. Les dispositions qui précèdent ne sont applicables ni aux agents diplomatiques étrangers résidant dans le Grand-Duché, ni aux membres de leurs familles ou aux domestiques étrangers demeurant chez eux.

Les agents-recenseurs s'abstiendront, en conséquence, de leur remettre tout bulletin. Le recensement des personnes demeurant chez un agent diplomatique étranger, qui ne jouissent point du droit d'extraterritorialité, sera opéré directement par les soins du Gouvernement.

Art. 14. Les agents diplomatiques luxembourgeois accrédités à l'étranger, sont considérés comme ayant conservé leur résidence habituelle dans le Grand-Duché.

formular Nr. III), sowie eine genügende Anzahl Individualkarten und Haushaltslisten zur Verfügung gestellt.

Art. 11. Gegen Private, die falsche Angaben machen, oder sich weigern, den Zählern die nötige Auskunft zu geben, werden letztere protokollieren. Die Zuwiderhandelnden werden gemäß Art. 1 des Gesetzes vom 6. März 1818 bestraft.

Art. 12. Die Gemeindeverwaltung hat die in den Kontrolllisten zusammengestellten Zahlungslisten einer sorgfältigen Prüfung zu unterziehen. Bemerkt sie Auslassungen, so hat sie unverzüglich die zur Vervollständigung nötigen Erkundigungen einzuziehen. Die Berichtigung der Irrtümer und Ungenauigkeiten, die sie gegebenenfalls entdeckt, ist mit roter Tinte vorzunehmen.

Sie bringt auf Formular Nr. IV die Zusammenstellung der Kontrolllisten.

In einer andern, dem Formular V entsprechenden Liste, stellt sie summarisch, die Zahlungsangaben nach Rechnungssektionen auf, und endlich in einer dritten, der Aufstellung VI entsprechenden, die Zahlungsangaben nach Wahlsektionen.

Die Listen IV, V und VI werden in doppelter Ausfertigung dem Distriktskommissar, mit den Zahlungspapieren und Kontrolllisten, vor dem 10. Januar 1931 übersandt.

Die Gemeindeverwaltung stellt ferner in betreff der Fremden, getrennt nach der Staatsangehörigkeit, besondere alle Personalangaben enthaltenden Listen auf (Formular Nr. VII).

Art. 13. Die vorhergehenden Bestimmungen sind weder anwendbar auf die ausländischen diplomatischen Agenten, die im Großherzogtum wohnen, noch auf deren Familienmitglieder oder die fremden Bediensteten, die bei ihnen wohnen.

Der Zähler wird mithin diesen Personen keine Zählpapiere zustellen. Die Zahlung derjenigen Personen, die bei einem ausländischen diplomatischen Agenten wohnen, aber nicht als extraterritorial anzusehen sind, geschieht direkt durch Vermittlung der Regierung.

Art. 14. Die luxemburgischen im Auslande akkreditierten diplomatischen Agenten werden als zur Wohnbevölkerung des Großherzogtums gehörend gezählt.

Ils seront recensés directement par les soins du Gouvernement.

Art. 15. Des indemnités seront allouées aux agents-recenseurs. Le taux en sera réglé ultérieurement.

Art. 16. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* pour être exécuté et observé par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 28 octobre 1930.

Les Membres du Gouvernement

Jos. Bech.
Norb. Dumont.
Alb. Clemang.
Pierre Dupong.

Circulaire aux administrations communales.

Eu égard à l'arrêté qui précède, les administrations communales sont invitées à vouer toute leur attention au recensement de la population du 31 décembre, afin que les opérations procèdent en bon ordre. Le recensement n'a pas seulement pour but de dénombrer les personnes présentes et les personnes absentes, mais encore de constater leur profession ou condition principale, leurs professions accessoires et de déterminer le nombre des foyers et des maisons.

La complexité des opérations exige impérieusement que les administrations communales n'en chargent que des personnes conscientes de l'importance de l'objet, aptes par leur position et leurs connaissances à un concours efficace, possédant la confiance des administrés et un aperçu suffisant des situations locales. Les recenseurs sont à choisir de préférence parmi les secrétaires et les receveurs communaux, les instituteurs, les agents de police, en cas de besoin parmi les employés de l'Etat et même parmi les particuliers. Il sera possible partout, en y mettant du discernement, de recruter le nombre de recenseurs nécessaires, dont les noms, l'état et le domicile seront communiqués à l'Office de statistique, par l'intermédiaire de MM. les commissaires de district, avant le 26 novembre au plus tard.

Après cette communication, des conférences seront organisées en vue d'instruire ces agents de leurs devoirs. Les jour, heure et lieu de ces confé-

deren Eintragung in die Zählungslisten geschieht direkt durch Vermittlung der Regierung.

Art. 15. Die Zähler erhalten Entschädigungen, deren Betrag später festgesetzt wird.

Art. 16. Dieser Beschluß soll ins „*Mémorial*“ eingerückt, um von allen, die er betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxembourg, den 28. October 1930.

Die Mitglieder der Regierung,

Jos. Bech.
Norb. Dumont,
Alb. Clemang,
Pierre Dupong.

Mundschreiben an die Gemeindebehörden.

Im Anschluß an den Regierungsbeschluß vom 28. Oktober 1930 sind die Gemeindebehörden ersucht, der am nächsten 31. Dezember stattfinden Volkszählung ihre volle Aufmerksamkeit zu widmen, damit das Zählgeschäft ordnungsmäßig vor sich gehe. Die Zählung bezweckt nicht nur die Ermittlung der Zahl der ortsanwesenden und ortsabwesenden Bevölkerung, sondern erstreckt sich auch auf die genaue Erfassung des Hauptberufes (Stand, Beschäftigung), der Nebenberufe und der Zahl der Haushaltungen und Wohnhäuser.

Um allen Anforderungen gerecht zu werden, ist es unbedingt erforderlich, daß die Gemeinde mit dem Zählgeschäft nur solche Personen betraue, die sich der Wichtigkeit der Volkszählung bewußt und vermöge ihrer Stellung und Kenntnisse befähigt sind, an deren richtigen Ausführung mitzuwirken, auch das Vertrauen der Gemeindeangehörigen besitzen und die örtlichen Verhältnisse genügend kennen. Zunächst wolle man als Zähler die Gemeindef sekretäre und -Einnehmer, Lehrer, Polizeiorgane, sowie eventuell Staatsbeamte oder geeignete Privatleute heranziehen. Mit gutem Willen wird man überall die nötige Zahl Zähler finden, deren Namen, Stand und Wohnort vor dem 20. November spätestens dem Statistischen Amt durch Vermittlung der Distriktskommissare mitzuteilen sind.

Darauf werden besondere Konferenzen abgehalten, um die Zähler mit ihrem Geschäft vertraut zu machen. Tag, Stunde und Ort dieser Versammlungen

rences seront portés à la connaissance des administrations communales qui, à leur tour, inviteront les recenseurs à y assister.

Il est loisible aux administrations communales, si elles le jugent opportun, de composer, sous leur responsabilité, une commission spéciale de recensement, en vue de les seconder dans les opérations de recensement ou même de diriger celles-ci.

La tâche des administrations communales ou des commissions consiste principalement: a) à diviser la commune en quartiers de recensement, opération dans laquelle la délimitation exacte des rues, dans les grandes localités surtout, comporte la plus sérieuse attention, notamment aussi par rapport aux maisons de coin de rue avec entrées de part et d'autre, et ce pour qu'aucune habitation ne soit omise ni comptée deux fois; b) à nommer et à assigner les recenseurs; c) à vérifier et éventuellement, à rectifier les bulletins individuels, les feuilles de ménage et les listes de contrôle; les rectifications des erreurs et incorrections qu'elles pourraient rencontrer, seront faites à l'encre rouge; d) à dresser les listes et les états récapitulatifs prescrits par l'arrêté, et à transmettre toutes les pièces du recensement aux commissaires de district.

Les administrations communales s'appliqueront de même à grouper exactement les localités dans l'ordre des sections électorales et de comptabilité (formulaires V et VI). Afin d'éviter des erreurs, elles s'en tiendront autant que possible à la nomenclature contenue dans le fascicule 55 des publications de l'Office de statistique: « Résultats du recensement de la population du 1^{er} décembre 1927 », pp. 2 à 57. S'il devenait nécessaire d'inscrire d'autres localités ne figurant pas dans cette énumération, le fait sera expliqué par une note concise. Il en sera de même en cas de disparition éventuelle de maisons isolées. L'inscription de nouveaux lieux d'habitation est subordonnée au sens des prescriptions de l'ordonnance de la députation des États du 16 octobre 1827 (*Mémorial* 1828, p. 133), c'est-à-dire que ne sont à considérer comme lieux d'habitation distincts que les maisons isolées éloignées de plus de 1.000 mètres d'un centre de maisons agglomérées.

Des provisions de formulaires de dénombrement parviendront à temps aux administrations com-

munales. Les formulaires de dénombrement seront envoyés aux administrations communales par la voie la plus directe.

werden den Gemeindebehörden rechtzeitig bekannt gegeben und ihnen obliegt es alsdann, die Zähler aufzufordern, den Konferenzen beizuwohnen.

Falls die Gemeindebehörde es für angezeigt erachtet, ist sie ermächtigt, unter ihrer Verantwortung eine eigene Zählungskommission einzusetzen, welche der Gemeindebehörde in allen die Volkszählung betreffenden Fragen zur Seite steht oder selbst das Zählgeschäft leitet.

Die Aufgabe der Gemeindebehörden oder der Zählungskommission besteht hauptsächlich: a) in der Einteilung der Gemeinde in Zählbezirke, wobei namentlich in größeren Ortschaften auf die genaue Abgrenzung der Straßen, unter besonderer Berücksichtigung der Eshäuser mit Eingängen zu zwei Seiten zu achten ist, damit keine Wohnung übergangen, aber auch keine doppelt gezählt werde; b) in der Ernennung und Anweisung der Zähler; c) in der Prüfung und etwaigen Berichtigung der ausgefüllten Zählpapiere; die Berichtigung der Zählpapiere ist mit roter Tinte vorzunehmen; d) in der Aufstellung der in vorstehendem Beschlusse erwähnten Listen und der Beförderung des gesamten Zählmaterials an die Distriktskommissare.

Des weiteren haben die Gemeindebehörden auf die genaue Verteilung der Wohnplätze nach Rechnungs- und Wahlsektionen (Formular V und VI) zu achten. Um Irrtümer zu vermeiden, wolle man sich tunlichst an das vom Statistischen Amt aufgestellte Verzeichnis halten (Heft 55 der Publikationen des Statistischen Amtes: Résultats du recensement de la population du 1^{er} décembre 1927), SS. 2 bis 57). Sollte das Verzeichnis weiterer, dort nicht angegebener Wohnplätze sich als notwendig erweisen, so ist in einer Anmerkung, unter eventueller Angabe der Ursache, kurz darauf aufmerksam zu machen; das gleiche gilt für das etwaige Verschwinden isoliert gelegener Wohnplätze. Beim Einschreiben neuer Wohnplätze ist jedoch im Sinne der Verordnung der Deputation der Stände vom 16. Oktober 1827 (*Mémorial* 1828, S. 133) zu verfahren, und sind demnach nur als eigene Wohnplätze solche isoliert gelegene Häuser zu betrachten, welche über 1000 Meter von beieinander liegenden Häusern, somit von einem gewissen Zentrum entfernt liegen.

Die zum Zählgeschäft benötigten Drucksachen werden den Gemeindebehörden rechtzeitig zugehen.

munales. Les quantités supplémentaires sont à demander, éventuellement, à l'Office de statistique.

Les administrations communales sont d'ores et déjà invitées à répondre promptement, par retour du courrier si possible, aux demandes d'explications que l'Office de statistique, chargé du dépouillement des bulletins et de la coordination des résultats de recensement, sera dans le cas de leur adresser.

Ce n'est que par le concours efficace des autorités locales que ce travail compliqué peut être mené à bonne fin dans le délai prescrit par la loi.

Etwaiger Mehrbedarf ist beim Statistischen Amt anzumelden.

Die Gemeindebehörden sind schon jetzt aufgefordert, bei später sich aufdrängenden Nachfragen des Statistischen Amtes, das mit der Verarbeitung der Zählung betraut ist, möglichst schnell und, wenn angängig, mit wachsender Post bereitwilligst zu antworten, damit die Verarbeitung in der vorgeschriebenen gesetzlichen Frist erfolgen kann.

Nur durch das tätige Mitwirken der Gemeindebehörden wird der ordnungsmäßige Verlauf dieser vielseitigen Arbeit ermöglicht.

ANWEISUNG FÜR DIE ZÄHLER.

I. — Obliegenheiten des Zählers im allgemeinen.

§ 1. — Zum Zweck der tunlichst sichern und beschleunigten Vornahme der Volkszählung werden die Gemeinden in genau begrenzte *Zählbezirke* eingeteilt.

§ 2. — Für jeden Zählbezirk wird von der Gemeindebehörde oder Zählungskommission ein Zähler, und für jeden oder mehrere Zähler gemeinsam ein Stellvertreter bestellt.

§ 3. — *Dieses Amt wird dem Zähler in dem Vertrauen übertragen, dass er mit Umsicht und Eifer die Volkszählung zu fördern bereit sei. Ueber die von den einzelnen Personen gewonnenen Nachrichten ist das Amtsgeheimnis zu wahren; diese dürfen nur zu statistischen Zusammenstellungen, nicht zu anderen Zwecken benutzt werden. Die Einsicht in die Zählpapiere ist Unberufenen nicht zu gestatten.*

§ 4. — Dem Zähler liegt die Austeilung, Wiedereinsammlung und Prüfung der Zählkarten IA, IB und der Haushaltungsliste II ob; desgleichen hat er die Aufstellung der Kontrollliste III zu besorgen.

Der Zähler hat vor allem dafür zu sorgen, daß jede Haushaltung seines Zählbezirks die erforderliche Anzahl Zählpapiere erhält und daß diese vorschriftsmäßig, vollständig und wahrheitsgemäß ausgefüllt, wieder seine Hände zurückgelangen. Wenn erforderlich, wird der Zähler die Ausfüllung der Listen durch Rat und Tat erleichtern oder ermöglichen.

§ 5. — Der Zähler empfängt die Anweisung, zwei Kontrolllisten III und die für seinen Bezirk mutmaßlich erforderliche Menge von Zählkarten IA und IB, Haushaltungslisten II sowie Anleitungen zur Ausfüllung der Zählpapiere. Aus diesen Drucksachen hat sich der Zähler zunächst genau zu unterrichten, wer, wie und wann gezählt werden soll. Wenn ihm die örtlichen Verhältnisse seines Zählbezirks und die darin befindlichen Haushaltungen nicht schon genügend bekannt sein sollten, so hat er sich hierüber durch die Gemeindebehörde oder durch Besichtigung an Ort und Stelle Kenntnis zu verschaffen.

II. Austeilung der Zählpapiere.

1. Bezüglich der Haushaltungen, Gebäude und anderen Wohnstätten.

§ 6. — *Haushaltung.* — Eine Haushaltung wird gebildet sowohl durch eine einzelne Person, die allein lebt, als durch die Vereinigung von zwei oder mehr Personen, die (ob durch Familienbände verknüpft oder nicht), gewöhnlich eine und dieselbe Wohnung inne haben und dort einen gemeinschaftlichen Haushalt führen.

Eine Person die gewöhnlich für sich allein wohnt, oder die in einem von einer oder mehreren Haushaltungen bewohnten Hause wohnt, aber mit keiner von diesen in Gemeinschaft lebt, bildet für sich allein eine Haushaltung.

Andere alleinstehende Personen, z. B. Zimmerabmieter ohne eigene Hauswirtschaft, Schlafgänger usw. gehören zu der Haushaltung, bei der sie wohnen und die für sie die Hauswirtschaft führt, auch wenn sie in derselben keine Beköstigung empfangen.

§ 7. — Nicht zu verwechseln ist Haushaltung mit *Familie*. So gehören Mitglieder von ein und derselben Familie, selbst wenn sie gewöhnlich in demselben Hause wohnen, verschiedenen Haushaltungen an, wenn sie keinen gemeinschaftlichen Haushalt haben.

Dagegen bilden zwei oder mehrere verschiedene Familien oder auch mehrere Personen, zwischen denen keine Familienbände bestehen, nur *eine* Haushaltung, wenn sie eine gemeinsame Hauswirtschaft führen.

§ 8. — Als Haushaltungsvorstand gilt die Person, der rechtlich die größte Autorität im Haushalt zusteht.

In diesem Sinne ist Autorität nicht identisch mit der Achtung, welche älteren Personen oder Aszendenten aus demselben Haushalt gebührt.

So ist in einer Haushaltung, in welcher sich Vater und Mutter sowie ein Großvater befinden, der Vater Haushaltungsvorstand und nicht der Großvater. Desgleichen gilt als Haushaltungsvorstand ein großjähriger Junggeselle, der mit seiner betagten Mutter zusammenlebt.

Ferner gelten als Haushaltungsvorstand die einzeln lebenden Personen sowie die Vorsteher von Anstalten (Klöstern, Spitälern, Altersheimen, Waisenhäusern, usw.).

Der Haushaltungsvorstand ist als erster auf die Haushaltungsliste (Form. II) einzutragen.

§ 9. — Die Haushaltungslisten II sind vom Zähler für seinen Bezirk mit fortlaufenden Nummern und der Adresse der Haushaltungsvorstände (des Familienoberhauptes) oder des Vorstehers der Anstalt zu beschreiben und in die Kontrolliste III einzutragen (vergl. § 43).

In den Zählkarten IA und IB sind ferner die Zeilen des Kopfes übereinstimmend mit den Angaben der zugehörigen Haushaltungslisten II auszufüllen, damit sie jederzeit richtig zusammengelegt werden können. Wo der Zähler diese Ausfüllung den Haushaltungsvorständen überläßt, hat er letztere auf diese notwendige Übereinstimmung ausdrücklich aufmerksam zu machen und die richtige Ausfüllung zu prüfen.

Die Zählkarten und die Haushaltungslisten sind nur mit schwarzer Tinte auszufüllen, nicht mit Tintenstift oder Bleistift.

Die Zählkarten sind nur auf einer Seite zu beschreiben.

§ 10. — Die Austeilung der Zählpapiere ist vom 28. bis 31. Dezember von Haus zu Haus und von Haushaltung zu Haushaltung vorzunehmen. Hierbei hat der Zähler die Anzahl der in der Nacht vom 31. Dezember auf den 1. Januar voraussichtlich in der Haushaltung Anwesenden sowie auch die aus der Haushaltung Abwesenden genau zu ermitteln und hiernach die nötigen Zählkarten IA und IB zu bemessen.

An jede Haushaltung und an jede einzellebende Person mit besonderer Wohnung und eigener Hauswirtschaft ist eine Anleitung und eine Haushaltungsliste II abzugeben, nebst der erforderlichen Zahl von Zählkarten IA und IB (vergl. Anleitung, Ziffer 1). Befinden sich in einer Wohnung zwei oder mehr Haushaltungen, von denen jede eine Hauswirtschaft führt, so erhält jede eine besondere Haushaltungsliste nebst den dazu gehörenden weiteren Drucksachen.

Größeren Haushaltungen, Gasthöfen, Anstalten usw. sind nach Bedarf zwei oder mehr Haushaltungslisten zuzustellen (vergl. Anleitung, sowie nachstehend § 13). Reichen die Zählpapiere nicht aus, so hat sich der Zähler an die Gemeindebehörde (Zählungskommission) zu wenden.

§ 11. — In der Regel sind die Zählpapiere an den Haushaltungsvorstand abzugeben, in dessen Abwesenheit aber an ein erwachsenes, zuverlässiges Mitglied der Haushaltung. Trifft der Zähler in einer Haushaltung (Wohnung) niemanden an, so wird er die Drucksachen an Hausgenossen oder Nachbarn zur weiteren Besorgung übergeben, nötigenfalls aber seinen Besuch wiederholen.

Besondere Beachtung hat der Zähler solchen Wohnungen zu schenken, deren Insassen vorübergehend abwesend sind, da diese Personen für die Wohnbevölkerung und für die politische Bevölkerung mitzählen. Die Ausfüllung der Zählpapiere hat in solchen Fällen von seiten des Zählers zu erfolgen, der sich nötigenfalls um Aufklärungen an die Gemeindebehörde wendet.

Die Empfänger der Zählpapiere sind über das Ausfüllen, soweit nötig, mündlich zu belehren, und darauf aufmerksam zu machen, daß die Haushaltungsliste nebst den dazu gehörenden Zählkarten IA und IB vom 1. Januar mittags 12 Uhr zur Abholung bereit zu halten sind.

§ 12. — Der Zähler wird darauf achten, und sich durch Nachfrage darüber vergewissern, daß bei der Verteilung der Listen kein bewohntes Gebäude und in den bewohnten Gebäuden keine Haushaltung oder keine einzellebende selbständige Person übergangen wird, und daß auch diejenigen Haushaltungen und einzelnen Personen Zählpapiere erhalten, welche in Gebäuden, die nicht hauptsächlich oder gewöhnlich zu Wohnzwecken dienen (wie Fabrikgebäude und Magazine, einzeln liegende Stallungen, Scheunen, Garten- und Weinberghäuser, usw.) wohnen, oder dort ihre regelmäßige oder vorübergehende Schlafstelle haben.

Auch auf Schiffe, welche innerhalb des Zählbezirkes liegen und auf denen Personen wohnen oder übernachten, in Wagen, Hütten, Bretterbuden, Zelten, usw., welche als Wohnung dienen (für reisende Schausteller, Feld-, Straßen- und Eisenbahnarbeiter, Wächter, usw.) sind Zählpapiere in erforderlicher Anzahl zur Ausfüllung zu geben.

2. Bezüglich der Anstalten.

§ 13. — Als eine Anstaltshaushaltung sind zu zählen :

a) Die in einer Kaserne, ferner in Kranken-, Armen-, Versorgungs-, Erziehungs-, Strafanstalten, in Gefängnissen, Klöstern usw. befindlichen Personen *einschliesslich* des dort untergebrachten und beköstigten *unverheirateten* Anstaltspersonals, als Aufseher, Wärter, Pflegerinnen, Köchinnen, Pfortner usw. ohne eigenen Haushalt (wobei dieses Personal jedoch als solches kenntlich zu machen ist). Wenn in einer Anstalt Verwaltungs-, Aufsichtspersonal oder andere Personen mit besonderer Haushaltung wohnen, so erhält jede Haushaltung eine Haushaltungsliste mit besonderer Nummer.

b) Die Haushaltung eines « *Pensionsinhabers* », sofern sich dieser *ausdrücklich* als solcher bezeichnet hat, mit mehreren Pensionären, wenn die Zahl der letzteren 6 und mehr beträgt.

c) Hotels und Gasthäuser, in denen mindestens *ein vorübergehend* anwesender Gast vorhanden ist, oder die 6 und mehr ständige Logiergäste haben. Das gewerbliche Personal ist besonders kenntlich zu machen.

d) Die in *Massenquartieren* untergebrachten Gewerbegehilfen oder Arbeiter, die demselben Betriebe angehören.

Dagegen rechnen zu den *gewöhnlichen* (Familien-) Haushaltungen das *verheiratete* Anstaltspersonal mit eigener Hauswirtschaft, sowie die Hoteliers, Gast- und Schankwirte, mit ihren *persönlichen* Dienstboten und weniger als 6 *ständigen* Logiergästen, oder ohne vorübergehend anwesenden Gast.

Reicht ein *Haushaltungsverzeichnis* II für eine Haushaltung oder Anstalt nicht aus, so sind die Personen unter fortlaufender Nummer in *zwei oder mehrere Haushaltungsverzeichnisse* einzutragen. Die Zahl der zugehörigen Verzeichnisse ist auf dem ersten zu vermerken.

Die verschiedenen Haushaltungslisten *einer* Haushaltung erhalten alsdann dieselbe Nummer unter Beifügung der Buchstaben *a, b, c* usw. Handelt es sich um eine Anstaltshaushaltung, so ist am Kopfe der Haushaltungsliste die *Art* der Anstalt, wie Kaserne, Krankenhaus, Gasthof, Gefängnis, Kloster usw. anzugeben.

Die Besitzer, Vorsteher, Verwalter oder Aufseher der Anstalten sind bei Einhäudigung der Zählpapiere auf Vorstehendes aufmerksam zu machen. Die Gastwirte und Hotelbesitzer sind ferner darauf hinzuweisen, daß sie die bei ihnen vom 31. Dezember auf den 1. Januar übernachtenden oder von der Reise früh ankommenden Gäste *rechtzeitig* um die erforderliche Auskunft über ihre Person ersuchen.

§ 14. — Die inländischen Militärpersonen werden einzeln gezählt wie die Zivilpersonen und sind die Kasernen wie Anstalten zu behandeln. Die in der Zählungsnacht auf Wache befindlichen Militärpersonen, Polizei und Feuerwehrmannschaften werden in ihren Quartieren bezw. Wohnungen gezählt.

III. — Einsammeln der Zählpapiere.

1. Zeit des Einsammelns.

§ 15. — Mit dem Wiedereinsammeln der Zählpapiere hat der Zähler um 12 Uhr mittags des 1. Januar zu beginnen und dasselbe bis zum Abend des 2. Januar zu Ende zu führen.

2. Prüfung der Zählpapiere im allgemeinen.

§ 16. — Der Zähler hat beim Einsammeln die Zählkarten und Listen auf ihre *Vollständigkeit* zu prüfen, ihren Inhalt an Ort und Stelle durchzusehen und etwaige Mängel sogleich berichtigen oder ergänzen zu

lassen, nötigenfalls dies selbst zu tun. Insbesondere ist die richtige und vollständige Beantwortung der Fragen über den gewöhnlichen Wohnort, das Domizil, den Hauptberuf oder Erwerbszweig, die Nebenberufe und die Staatsangehörigkeit zu prüfen. Offenbar unrichtige Angaben wird der Zähler ohne weiteres berichtigen. Verloren gegangene Zählpapiere wird er ersetzen und für deren nachträgliche Ausfüllung Sorge tragen.

§ 17. — Die Zahl der Zählkarten IA und IB und deren Angaben müssen mit den Einträgen auf dem Verzeichnisse II (Haushaltungsliste) stimmen und alle Personen, die in der Wohnung der Haushaltung sowie in den dazu gehörigen Nebenräumlichkeiten, Nebengebäuden, Werkstätten, Geschäfts- oder Bodenräumen usw. übernachtet haben, oder die am Vormittag des 1. Januar in der Haushaltung eingetroffen waren, müssen aufgenommen sein.

Erforderlichenfalls wird der Zähler einzelne bisher übersehene Gäste einer Haushaltung oder Mitglieder der Haushaltung, die gemäß den Bestimmungen in derselben ihren gewöhnlichen Wohnsitz haben oder in derselben ihr gesetzliches Domizil bewahrt haben, in deren Liste nachtragen, sowie für ihm erst jetzt bekannt werdende Haushaltungen besondere Listen aufstellen.

Sind Zählpapiere gänzlich unausgefüllt geblieben, so wird der Zähler dieselben sofort ausfüllen lassen oder auf mündliche Erkundigungen hin selbst ausfüllen.

§ 18. — Trifft der Zähler beim Einsammeln in einer Haushaltung niemanden an und sind für dieselbe bei Hausgenossen oder Nachbarn die ausgefüllten Zählpapiere nicht hinterlegt worden, so füllt der Zähler auf Grund mündlicher Nachfrage die Zählpapiere mit einem Vermerk aus und unterschreibt sie, vorbehaltlich ihrer etwaigen Nachlieferung durch den Haushaltungsvorstand.

Hier wird nochmals darauf hingewiesen (vergl. § 11), daß, falls zur Zeit der Zählung eine ganze Haushaltung vom Orte abwesend ist, der Zähler wie vorstehend zu verfahren hat, indem er jedoch für die Mitglieder dieser Haushaltung Zählkarten IB anfertigt und sie unter B der Haushaltungsliste II einträgt.

§ 19. — Bei Durchsicht der Zählpapiere hat der Zähler insbesondere auch darauf zu achten, daß für die Personen, die gemäß den Angaben besonders der Spalte 4 der Haushaltungsliste als nicht im gewöhnlichen zur Haushaltung gehörig oder als anderwärts gesetzlich domiziliert zu erkennen sind, der gewöhnliche Wohnort oder der Ort des Domizils in den Spalten 14 oder 15 der Haushaltungsliste sowie bei den Fragen 10 oder 11 der Zählkarte IA möglichst genau angegeben ist. Für diese Personen muß ebenfalls bei den Fragen 10 oder 11 der Zählkarte sowie in Spalte 16 und 17 der Haushaltungsliste die Zeit « seit wann anwesend » und die Ursache der Anwesenheit angegeben sein.

Für die abwesenden Personen müssen auf der Zählkarte IB die Fragen unter 10 oder 11, je nachdem diese Personen im Haushalt ihren gewöhnlichen Wohnort haben, oder dort gesetzlich domiziliert sind, beantwortet sein. Für jene Abwesenden, die, in dem betreffenden Haushalt ihren gewöhnlichen Wohnort haben und daselbst auch domiziliert sind, müssen beide Fragen beantwortet sein.

IV. Ueber den gewöhnlichen Wohnort.

§ 20. — Der gewöhnliche Wohnort ist dort, wo die Haushaltung vereinigt ist, falls sich dieselbe aus mehreren Personen zusammensetzt, oder wo eine alleinlebende Person sich befindet, die für sich eine eigene Haushaltung bildet.

Er ist etwas tatsächlich Gegebenes.

Der Sitz desselben wird bestimmt durch die tatsächliche Wohnung, den wirklichen und stetigen Aufenthalt, die Vereinigung des Haushaltes.

Im Allgemeinen gibt die Feststellung des gewöhnlichen Wohnorts zu keinen Schwierigkeiten Anlaß, da in den allermeisten Fällen der Ort, wo die Haushaltung gezählt wird, deren gewöhnlicher Wohnort ist. Wenn für neu hinzugezogene Personen die den gewöhnlichen Wohnort wesentlich begründenden Bedingungen in betreff Wohnung, Haushalt und Aufenthalt erfüllt sind, so werden sie am Zählungsort zur Wohnbevölkerung mitgerechnet.

In zweifelhaften Fällen werden Ausländer, die ins Großherzogtum gekommen sind mit der Absicht hier

ihren gewöhnlichen Wohnort aufzuschlagen, am Zählort zur Wohnbevölkerung mitgerechnet, sobald sie sich seit 15 Tagen im Lande aufgehalten haben.

§ 21. — Für Greise und unheilbare Kranke sowie für Findelkinder (siehe auch § 30) wird der Ort als gewöhnlicher Wohnort angesehen, wo dieselben sich zur Zeit der Zählung aufhalten. Desgleichen haben alle Mitglieder der Freiwilligen-Kompagnie in der Kaserne in Luxemburg ihren gewöhnlichen Wohnort.

§ 22. — Eine *zeitweilige Abwesenheit* aus der Haushaltung ändert nichts an dem gewöhnlichen Wohnort; so werden, im allgemeinen, alle unter § 25 weiter unten aufgezählten Personen als nur zufällig oder vorübergehend von ihrem Heim entfernt angesehen; sie haben demnach ihren gewöhnlichen Wohnort in der Ortschaft bewahrt, wo der Sitz der Haushaltung sich befindet, der sie angehören.

§ 23. — Das gesetzliche Domizil ist nicht zu verwechseln mit dem gewöhnlichen Wohnort. So ist z. B. eine verheiratete Frau, die getrennt von ihrem Manne lebt, mit den eventuell bei ihr lebenden Kindern an dem Orte zur Wohnbevölkerung mitzurechnen, wo sie tatsächlich ihren gewöhnlichen Wohnort hat, sei es allein oder in Gemeinschaft mit andern Personen. Der Mann, seinerseits, wird dort zur Wohnbevölkerung mitgezählt, wo er wohnt.

Dasselbe trifft zu für Minderjährige, die nicht mit ihren Eltern oder ihrem Vormund leben. Sie werden an dem Orte zur Wohnbevölkerung mitgezählt, wo sie tatsächlich wohnen und nicht am Ort ihres gesetzlichen Domizils.

§ 24. — Knechte, Mägde und Arbeiter (ob minderjährig oder großjährig), die im Hause des Arbeitgebers wohnen, gehören zu dessen Haushaltung und sind auch in dieser zur Wohnbevölkerung mitzuzählen.

V. Ueber die zeitweilige Anwesenheit.

§ 25. — Als nur *zeitweilig anwesend* in dem Hause, in welchem sie sich am 31. Dezember 1930, außerhalb ihrer eigenen Haushaltung, aufhalten, werden die Personen nachbezeichneter Kategorien angesehen:

1. die auf Geschäftsreisen, Besuch, usw. vorübergehend anwesenden Personen sowie die Arbeiter, die nur auf absehbare Zeit beschäftigt sind und in regelmäßigen Abständen nach Hause zurückkehren;
2. die in Kliniken und in anderen öffentlichen oder privaten Krankenhäusern vorübergehend in Behandlung stehenden Personen;
3. die in Armen-, Kranken-, Irrenanstalten untergebrachten Personen;
4. die Zöglinge von Pensionaten und Unterrichtsanstalten jeder Art, einschließlich der Anstalten professionellen Charakters, die Zöglinge der Taubstummenanstalt, der Blindenanstalt usw., und im allgemeinen, alle jungen Leute, die sich studienhalber an einem andern Ort, als demjenigen ihres gewöhnlichen Wohnsitzes aufhalten;
5. die in Pflege sich befindlichen Kinder;
6. die in Gefängnissen, Bettlerdepots sequestrierten Personen sowie die Insassen von Wohltätigkeitsanstalten;
7. die zeitweilig an die Grenze oder sonstwie detachierte Gendarmen und Soldaten der Freiwilligenkompagnie.

§ 26. — Für die zu diesen Kategorien gehörenden Personen ist mithin an dem Orte, wo sie sich zur Zeit der Zählung vorübergehend aufhalten, die Frage 10 der weißen Zählkarte (Form. IA) zu beantworten, desgleichen sind für dieselben die Kolonnen 14, 16 und 17 der Haushaltungsliste (Form. II) auszufüllen.

§ 27. — Dagegen muß für dieselben Personen in der Ortschaft bzw. in der Haushaltung, in welcher sie ihren gewöhnlichen Wohnort haben, eine grüne Zählkarte (Form. IB) mit Beantwortung der Frage 10 ausgefertigt werden und sind dieselben dort in der Haushaltungsliste unter B (Abwesende) aufzuführen.

§ 28. — Falls jedoch Personen, die zu den unter § 25, Nr. 3, 4, 5 und 6 aufgezählten Kategorien gehören, weder eigene Haushaltung, noch Wohnung an einem andern Orte des Großherzogtums oder des Auslandes bewahrt haben, so sind sie am Zählorte bzw. in der Anstalt, wo sie sich befinden, in die Wohnbevölkerung einzubegreifen.

Dies kann z. B. der Fall sein für gewisse Sträflinge, Insassen von Wohltätigkeits-, Armen-, Kranken-,

Irrenanstalten usw., die für sich allein eine Haushaltung bildeten oder deren Haushaltung aufgelöst ist. Da sie keinen andern Wohnsitz mehr haben, sind sie daher notwendigerweise im Gefängnis oder in der betreffenden Anstalt zur Wohnbevölkerung mitzurechnen. Der Zähler wird in diesen Fällen eine diesbezügliche Bemerkung auf der Zählkarte eintragen.

§ 29. — Ähnlich kann jedoch nicht verfahren werden für Personen, die sich auf Reisen befinden oder für solche, die in Kliniken oder in anderen öffentlichen und privaten Krankenhäusern vorübergehend in Behandlung stehen. Der Aufenthalt in einem Hotel, in einem Gasthaus, in einer Klinik, in einem Sanatorium, ist von Natur aus so vorübergehend, daß es unlogisch wäre, einer solchen Anstalt den Charakter des gewöhnlichen Wohnorts beizulegen, selbst für die Personen, die weder Haushaltung noch Wohnung im Inlande oder im Auslande bewahrt haben.

Der Zähler wird also alle diese Personen als nur vorübergehend im Hotel, im Krankenhaus usw. anwesend vermerken und dabei als gewöhnlichen Wohnort (bei Frage 10 der weißen Zählkarte IA) den letzten ständigen Aufenthaltsort, oder, in dessen Ermangelung, die Herkunftsgemeinde eintragen.

§ 30. — Dagegen haben ihren gewöhnlichen Wohnort am Orte, wo sie sich am 31. Dezember 1930 aufhalten (siehe auch § 21):

1. Greise und unheilbare Kranke, die in Spitälern oder bei Privaten durch Wohltätigkeitseinrichtungen untergebracht sind;
2. Findelkinder, verlassene Kinder und Waisen, die sich bei Pflegeeltern befinden oder in einem Waisenhaus untergebracht sind.

Für diese ist das Spital, das Waisenhaus zum Orte des gemeinsamen Lebens, zum Familienherd, geworden, der den Haushalt ersetzt und den gewöhnlichen Wohnort bestimmt.

§ 31. — Die beweglichen Wohnstätten, wie Schiffe, Wagen, Zelte, können nicht als Sitz des gewöhnlichen Wohnortes der Personen gelten, die sich darin aufhalten.

Wenn demnach Schiffer oder herumziehende Schauspieler usw. keine andere Wohnung haben als ihr Schiff oder ihren Wagen, so sind sie als vorübergehend abwesend aus der Gemeinde anzusehen, wo sie ihren letzten gewöhnlichen Wohnort hatten, oder in dessen Ermangelung, aus ihrer Herkunftsgemeinde (siehe auch § 29).

VI. - Ueber das gesetzliche Domizil.

§ 32. — Bei der Erhebung der gesetzlich domizilierten d. h. der politischen Bevölkerung sind die Bestimmungen des Zivilgesetzbuches über das Domizil sowie die des Volkszählungsgesetzes vom 22. Dezember 1886 in Anwendung zu bringen.

§ 33. — Auf der weißen Zählkarte (für Ortsanwesende) ist für diejenigen Personen, die am Zählort nicht gesetzlich domiziliert sind, die Frage 11 zu beantworten. Bei dieser Frage haben die betreffenden Personen anzugeben, wo sie gesetzlich domiziliert sind.

Eine grüne Zählkarte (für Ortsabwesende) wird für die Personen ausgefüllt, die vom Orte ihres Domizils abwesend sind, die also ihr gesetzliches Domizil in der Haushaltung bewahrt haben.

§ 34. — Nach welchen Bestimmungen wird das gesetzliche bzw. das politische Domizil der verschiedenen Personen festgestellt?

a) Bestimmungen des Zivilgesetzbuches (Titel III. Art. 102, 105, 108 und 109.)

Art. 102. Das Domizil eines jeden Luxemburgers befindet sich für die Ausübung seiner Zivilrechte an dem Orte, wo er seine Hauptniederlassung hat. (Diese Bestimmung wird dahin ausgelegt, daß sie gegebenenfalls auch auf Ausländer Anwendung findet.)

Art. 103. Die Veränderung des Domizils geschieht durch tatsächliche Verlegung der Wohnung an einen andern Ort, verbunden mit der Absicht, dort die Hauptniederlassung zu nehmen.

Art. 104. Der Beweis der Absicht geht aus einer ausdrücklichen Erklärung hervor, die der Betreffende sowohl bei der Gemeindebehörde des Ortes, den er verläßt, als bei derjenigen des Ortes, wohin er sein Domizil verlegen will, abgibt.

Art. 105. In Ermangelung einer ausdrücklichen Erklärung hängt der Beweis der Absicht von den Umständen ab.

Art. 108. Die verheiratete Frau hat kein anderes Domizil als dasjenige ihres Mannes. Der nicht emanzipierte Minderjährige ist bei Vater und Mutter oder beim Vormund domiziliert ; der interdierte Großjährige ebenfalls beim Vormund.

Art. 109. Die Großjährigen, die bei Fremden in Dienst oder in Arbeit zu stehen pflegen, haben dasselbe Domizil wie die Personen, bei denen sie dienen oder arbeiten, vorausgesetzt jedoch, daß sie mit ihnen in demselben Hause wohnen.

b) Aus den Bestimmungen des Gesetzes vom 22. Dezember 1886, die in Ausführung des Wahlgesetzes vorzunehmenden Volkszählungen betreffend, sind hervorzuheben :

« Art. 2. — Es sind namentlich einzutragen :

« 1. Die Minderjährigen — Zöglinge von Unterrichtsanstalten sowohl des In- als des Auslandes, öffentliche Beamten, Militärpersonen, Gesinde und andere Personen — in die Zählungsliste des Domizils ihres Vaters oder Vormundes ;

« 2. Die Großjährigen, welche bei fremden Personen in Dienst oder Arbeit zu stehen pflegen, in die Zählungsliste des Domizils derjenigen Personen, bei welchen sie dienen oder arbeiten, vorausgesetzt, daß sie mit denselben unter einem Dache wohnen ;

« 3. Die von ihrem Domizil abwesenden Arbeiter und andern Personen, sofern sie großjährig sind, in die Zählungsliste dieses Domizils ;

« 4. Die in Gefangenenhäusern sequestrierten oder in Wohltätigkeitsanstalten aufgenommenen resp. internierten Großjährigen, in die Zählungsliste des Ortes, wo sie am Tage ihres Eintritts in diese Häuser oder Anstalten ihr Domizil gehabt, oder, falls sie interdiert sind, in die Zählungsliste des Domizils ihres Vormundes.

« Art. 3. — Bei öffentlichen Beamten, in aktivem Dienste stehenden Militärpersonen, sowie vom Staate besoldeten Kultusdienern, sofern sie großjährig sind, wird bei Vollziehung gegenwärtigen Gesetzes der Ort als Domizil angesehen, wo diese Personen ihren Aufenthalt haben.

« Art. 4. — Die Luxemburger, sowie die im Großherzogtum wohnenden Ausländer, welche ihr Domizil nicht hierlands haben, werden, falls sie während mindestens sechs aufeinanderfolgender Monate sich im Lande aufgehalten haben, in die Zählungsliste desjenigen Ortes eingetragen, wo sie ihren Aufenthalt haben ».

§ 35. — Welche hauptsächlichsten Personengruppen sind demnach *nicht* an dem Orte domiziliert, wo sie als anwesend gezählt werden, oder in andern Worten, für welche anwesende Personen sind die Fragen unter 11 der weißen Zählkarte zu beantworten ?

a) Die Frage 11 der weißen Zählkarte ist zunächst zu beantworten für sämtliche Personen, die sich *nur vorübergehend* an dem betreffenden Zählorte aufhalten, wie beispielsweise : Gäste zu Besuch oder zur Aushilfe, als Krankenküster, Wartefrauen, zu kürzer Dienstleistung als Näherinnen, Tagelöhner usw. anwesende Personen, im Herumziehen begriffene Hausierer, auf bestimmte Zeit beurlaubte Beamte, usw. ; auch zu Besuch anwesende Familienangehörige und Verwandte, die anderswo domiziliert sind, sind hierher zu rechnen.

b) Die Frage 11 der weißen Zählkarte ist ferner zu beantworten, für sämtliche *Minderjährige*, die an einem andern Orte als anwesend gezählt werden, als an dem Orte, wo die Eltern oder der Vormund domiziliert sind, und zwar ohne Rücksicht darauf, ob diese an einem andern Orte des Großherzogtums oder im Ausland domiziliert sind. So ist diese Frage, z. B. in Luxemburg (und ebenfalls in jeder andern Ortschaft) für sämtliche minderjährigen Studenten, Knechte, Mägde, Arbeiter, Militärpersonen, öffentliche und andere Beamte usw. auszufüllen, die zwar daselbst wohnen, deren Eltern oder Vormund jedoch anderwärts domiziliert sind.

c) Von den Großjährigen sind *nicht* an dem Orte domiziliert, wo sie als anwesend gezählt werden :

Sämtliche Arbeiter und sonstige Personen ohne feste Stellung, die, obgleich sie an dem betreffenden Zählort für längere Zeit anwesend sind, dennoch daselbst *nicht* ihre hauptsächlichste Niederlassung haben, sondern ihr Domizil in ihrer Heimatortschaft bewahrt haben. Dies ist u. a. anzunehmen, wenn die Eltern der betreffenden Person noch leben, wenn die Geschwister im Heimorte noch gemeinsame Haushaltung führen oder schließlich, wenn die betreffende Person im Heimorte noch Liegenschaften besitzt, woraus die Absicht gefolgert werden kann, daß diese Person nach einer gewissen Zeit sich wieder in der Heimat niederzulassen gedenkt. Es braucht nicht besonders betont zu werden, daß die Frage 11 der Zählkarte IA ebenfalls zu beantworten ist für verheiratete Arbeiter und sonstige Personen, die sich nur erwerbshalber oder aus andern Gründen an dem betreffenden Zählorte aufhalten, während sie ihr Domizil bei ihrer Familie an einem andern Ort bewahrt haben.

d) Nicht am Zählorte domiziliert sind dann die internierten Strafgefangenen sowie die Insassen von Wohltätigkeitsanstalten, Krankenhäusern, usw., ferner

e) die verheiratete (nicht gerichtlich geschiedene oder nicht von Tisch und Bett geschiedene) Frau, die getrennt von ihrem Manne lebt, mit den eventuell bei ihr lebenden Kindern aus dieser Ehe.

§ 36. — *Befindet sich das gesetzliche Domizil einer solchen unter 35 a, b, c, d und e bezeichneten Person in einer andern Ortschaft des Landes oder in einem andern Hause der Ortschaft selbst, so ist diese Ortschaft und das Haus nach Strasse und Hausnummer oder sonst genau zu bezeichnen.*

§ 37. — Schließlich ist noch auf die Personen, sowohl Luxemburger als auch Ausländer, aufmerksam zu machen, die ihr gesetzliches Domizil im Auslande haben.

Diese Personen zählen allerdings, sobald sie während sechs Monaten ständig im Großherzogtum gewohnt haben, an dem Orte zur politischen Bevölkerung mit, wo sie ihren derzeitigen Aufenthalt haben (siehe Art. 4 des Gesetzes vom 22. Dez. 1886).

Hierbei handelt es sich *nicht* um ganze Familien, die sich im Großherzogtum niedergelassen haben und für die diese Aufenthaltszeit nicht verlangt wird, sondern um solche Personen, die von ihren Familien abwesend sind, jedoch noch die Absicht haben in dieselbe zurückzukehren.

Es fallen hierunter also sämtliche Personen, sowohl Ausländer als auch Luxemburger, Minderjährige oder Großjährige, Ledige oder Verheiratete, die ihr gesetzliches Domizil im Ausland bewahrt haben aber aus irgend einer Ursache seit sechs Monaten ununterbrochen im Großherzogtum anwesend sind. Es ist selbstverständlich, daß zur Berechnung des sechsmonatigen Aufenthaltes nicht nur die am Zählorte verbrachte Zeit, sondern auch die unmittelbar vorher an irgendwelchem andern Orte des Landes verbrachte Zeit in Anrechnung zu bringen ist.

Der ständige Aufenthalt im Großherzogtum wird nicht unterbrochen, wenn der Fremde von Zeit zu Zeit z. B. alle 8 oder 14 Tage, zu seiner Familie zurückkehrt. Anders liegt der Fall jedoch für jene, die für längere Zeit (etwa ein oder ein paar Monaten) in die Heimat zurückkehren, oder für jene Personen, die ihr Arbeitsverhältnis hier gekündigt hatten, ins Ausland während einiger Zeit arbeiten gingen, und dann wieder zurückkehrten. Für diese liegt eine Unterbrechung des ständigen Aufenthaltes vor, und wenn sie, nach ihrer Rückkehr, sich noch keine sechs Monate im Lande aufgehalten haben, können sie am Zählungstage nicht zur politischen Bevölkerung mitgerechnet werden.

§ 38. — Einige Beispiele sollen das vorstehend unter § 37 Gesagte erläutern :

1. Beispiel : Ein verheirateter polnischer Arbeiter (der im Auslande bei seiner Familie sein Domizil hat), hat während fünf Monaten in Esch und unmittelbar nachher während sechs Wochen in Hollerich gewohnt ; derselbe ist mithin während 6 Monaten im Land anwesend und zählt zu Hollerich zur politischen Bevölkerung mit, während er jedoch in Polen sein gesetzliches Domizil bewahrt haben mag.

2. Beispiel : In einer Landgemeinde befinden sich Kinder in Pflege, deren Eltern im Auslande domiziliert sind ; wenn zur Zeit der Zählung diese Kinder während 6 Monaten beständig im Lande anwesend sind, so sind sie in der Ortschaft, in der sie in Pflege sind, zur politischen Bevölkerung mitzurechnen, während jedoch das gesetzliche Domizil noch immer im Auslande bei den Eltern ist.

3. Beispiel : Ein verheirateter italienischer Arbeiter, dessen Familie in Italien geblieben ist, und der auch dort sein gesetzliches Domizil bewahrt hat, war von Jahresanfang bis zum Monat Juli 1930 im Lande anwesend, ging dann während den Monaten Juli und August ins Ausland, um anfangs September wieder nach hier zurückzukehren. Dessen ständiger Aufenthalt im Großherzogtum beträgt mithin am 31. Dezember keine 6 Monate, er kann deshalb auch nicht am Zählungsorte zur politischen Bevölkerung mitgerechnet werden.

§ 39. — Für alle Personen, die im Auslande gesetzlich domiziliert sind, und die hierlands gemäß Art. 4 des Gesetzes vom 22. Dezember 1886 zur politischen Bevölkerung mitgezählt werden, ist immerhin die Frage 11 der weißen Zählkarte zu beantworten und speziell die Dauer der Anwesenheit anzugeben. Dagegen werden diese Personen auf allen andern Zählpapieren als zur gesetzlich domizilierten bezw. politischen Bevölkerung gehörend mitgerechnet. Die Kolonnen 15, 16 und 17 der Haushaltsliste sind also für diese letzteren Personen nicht auszufüllen.

§ 40. — Die Frage 11 der weißen Zählkarte ist *nicht zu beantworten* besonders bei Großjährigen, die bei fremden Personen in Dienst oder Arbeit zu stehen pflegen, vorausgesetzt jedoch, daß sie mit diesen fremden Personen unter einem Dache wohnen : in diesem Falle sind z. B. großjährige Knechte und Mägde, sowohl Ausländer als auch Luxemburger, die sofort, d. h. nach Dienstantritt an dem Orte domiziliert sind, wo deren Arbeitgeber sein Domizil hat.

Diese Bestimmung ist dahin auszulegen, daß sogar ein verheirateter Knecht, der mit dem Arbeitgeber unter einem Dache wohnt, sein gesetzliches Domizil beim Arbeitgeber hat und nicht an dem Orte, wo dessen Frau und Kinder wohnen. In diesem Falle haben auch die Frau und die minderjährigen Kinder und sogar die Mündelkinder des Knechtes, *wenn diese an einem andern Orte des Grossherzogtums wohnen*, ihr gesetzliches Domizil im Hause des betreffenden Arbeitgebers und müssen also in der Hausliste dieses Arbeitgebers als abwesend eingetragen werden.

Dagegen bewahrt eine verheiratete Frau, die als Magd mit dem Arbeitgeber unter einem Dache wohnt immer ihr gesetzliches Domizil bei ihrem Manne.

Desgleichen fallen die großjährigen Arbeiter, die in den Kantinen oder sogar im Hause des Arbeitgebers gegen *Bezahlung* logiert und beköstigt werden, nicht unter die vorhergehenden Bestimmung ; ihr gesetzliches Domizil ist weiterhin bei ihrer Familie.

(Selbstverständlich haben diese Arbeiter und eventuell auch sonstige Personen ihr gesetzliches Domizil am Zählorte, wenn sie nachweisbar anderswo kein Domizil mehr bewahrt haben. In diesem Falle ist auf der Zählkarte ein entsprechender Vermerk einzutragen.)

§ 41. — *Das gesetzliche Domizil eines unehelichen Kindes* ist beim Vater, wenn beide Eltern das Kind ausdrücklich anerkannt haben.

Wurde es nur von der Mutter ausdrücklich anerkannt, so ist es dort domiziliert, wo auch die Mutter ihr gesetzliches Domizil hat.

Wurde es weder von Vater noch Mutter ausdrücklich anerkannt, so ist es beim Vormund oder in Ermangelung eines Vormundes dort domiziliert, wo es seine Pflege erhält.

Die erwähnte Anerkennung des unehelichen Kindes muß durch einen speziellen Anerkennungsakt geschehen, sei es bei der Geburtsanzeige oder später durch einen authentischen Akt. Die einfache Geburtsanzeige gilt nicht als Anerkennungsakt.

VII. — Ueber die ortsabwesenden Personen.

§ 42. — *Für welche Personen ist eine grüne Zählkarte auszufüllen?* — Eine *grüne Zählkarte* (für Ortsabwesende) wird ausgefüllt : 1. Für Personen, die von ihrem gewöhnlichen Wohnorte und 2. für Personen, die vom Orte ihres gesetzlichen Domizils abwesend sind. Im ersten Falle ist die Frage 10, im zweiten Falle die Frage 11 zu beantworten ; wenn Abwesende sowohl zur Wohnbevölkerung wie zur politischen Bevölke-

zung mitzuzählen sind, müssen die *beiden* Fragen 10 und 11 beantwortet werden, selbst wenn die desfalligen Eintragungen genau dieselben sind.

Da aus den vorhergehenden Paragraphen « Ueber den gewöhnlichen Wohnort, über die zeitweilige Anwesenheit und über das gesetzliche Domizil » auch genau ersichtlich ist, welche von den aus einer bestimmten Haushaltung abwesenden Personen daselbst ihren gewöhnlichen Wohnort oder ihr gesetzliches Domizil bewahrt haben, seien nachstehend die hauptsächlichsten Bestimmungen nur kurz wiederholt :

a) Welche von einer gegebenen Ortschaft des Grossherzogtums abwesenden Personen haben ihren gewöhnlichen Wohnort daselbst noch bewahrt ? — 1. Alle Personen, die aus vorübergehendem Anlaß, ohne Aufgabe ihrer Wohnung oder Schlafstelle aus der Haushaltung abwesend sind, wie z. B. die auf Reisen, auf Besuch, in Krankenhäusern usw. sich befindlichen Personen, oder Arbeiter, die nur auf absehbare Zeit anderwärts beschäftigt sind und die in regelmäßigen Abständen nach Hause zurückkehren ; 2. die in Kliniken und Krankenhäusern vorübergehend in Behandlung stehenden Personen ; 3. die in Armen-, Kranken-, Irrenanstalten, Gefängnissen usw. untergebrachten oder sequestrierten Personen ; 4. sämtliche als Studierende oder Zöglinge von Unterrichtsanstalten, einschließlich Taubstummenanstalt, Blindenanstalt usw. im In- oder Auslande abwesenden Personen ; 5. die in Pflege gegebenen Kinder ; 6. die zur Zeit auf Schiffen, fahrbaren Wagen usw. befindlichen Personen, bezw. Familien, deren letzter ständiger Wohnort am Zählorte war.

b) Welche von einer gegebenen Ortschaft des Grossherzogtums abwesenden Personen haben ihr gesetzliches oder politisches Domizil daselbst noch bewahrt ? Sämtliche Personen, die nur vorübergehend auf Reisen, Besuch, usw. abwesend sind. Desgleichen sämtliche minderjährigen Kinder oder Mündel, die aus ihrer Haushaltung abwesend sind. Es ist hierbei vollständig ohne Belang, in welcher Eigenschaft oder aus welcher Ursache diese minderjährigen Kinder oder Mündel aus der Haushaltung der Eltern oder der Vormünder fort sind, z. B. als Studierende, Lehrlinge, Knechte, Mägde, Arbeiter, Militärpersonen, öffentliche oder andere Beamte usw. Es ist ebenfalls ohne Belang, ob diese Minderjährigen an einen andern Ort des Großherzogtums oder ins Ausland verzogen sind ; die Dauer der Abwesenheit kommt dabei ebenfalls nicht in Betracht.

Von den abwesenden Großjährigen sind noch zu zählen sämtliche Arbeiter und sonstige Personen, die sich trotz längerer Abwesenheit noch an keinem andern Orte eine feste Niederlassung gegründet oder eine feste Stellung angenommen und ihr Domizil noch in der Heimatortschaft bewahrt haben. Dieses ist, wie schon weiter oben ausgeführt, u. a. dann anzunehmen, wenn die Eltern der betreffenden Person noch leben, wenn die Geschwister im Heimorte noch gemeinsame Haushaltung führen oder schließlich, wenn die betreffende Person im Heimorte Liegenschaften besitzt und weiter behält, mit der Absicht, späterhin wieder in die Heimat zurückzukehren.

Diese Bestimmungen sind besonders weitherzig anzuwenden bei ledigen Personen, die sich im Auslande aufhalten. So sind z. B. Arbeiter und sonstige Personen, die bereits seit einer längeren Reihe von Jahren ins Ausland verzogen sind, noch als abwesend einzutragen, wenn die vorstehenden Bedingungen zutreffen.

Bei Personen jedoch, die sich an einem andern Orte des Großherzogtums aufhalten, ist genau Rücksicht auf deren Stellung in dem Orte, wo sie wohnen, zu nehmen. Im allgemeinen kommen also hier nur dem Arbeiterstande angehörende ledige Personen in Betracht sowie überhaupt solche, die sich an ihrem neuen Wohnort noch nicht endgültig niedergelassen haben.

Es sind also im allgemeinen *nicht mehr* unter den Abwesenden aufzuführen jene Großjährigen, die an einem andern Orte eine feste Stellung angenommen haben, sich dort verheiratet haben, oder mit Frau und Kind dorthin verzogen sind ; außer diesen Personen sind besonders nicht mehr in der Heimatortschaft domiziliert diejenigen Großjährigen, die bei fremden Personen in Dienst oder in Arbeit zu stehen pflegen, sobald diese Großjährigen mit denjenigen Personen, bei welchen sie dienen oder arbeiten, in demselben Hause wohnen. Die Dauer der Abwesenheit kommt hier gar nicht in Betracht ; diese großjährigen Knechte, Mägde usw. zählen an ihrem Heimorte nicht mehr zur politischen Bevölkerung, einerlei ob sie seit acht Tagen, oder bereits seit sechs Monaten oder einem Jahre in fremden Diensten stehen.

VIII. — Führung der Kontrollliste III.

§ 43. — Ueber die Verteilung und Einsammlung der Zählpapiere führt der Zähler eine Kontrollliste, worin für jede Haushaltung, jede dieser gleich zu achtende einzellebende Person und jede Anstaltshaushaltung eine Zeile bestimmt ist und zwar in der Reihenfolge ihrer Numerierung. Die 2. und 3. Spalte dienen der Feststellung der bewohnten und unbewohnten Wohngebäude und der andern zur Zeit der Zählung zu Wohnzwecken benutzten festen oder beweglichen Baulichkeiten (Wagen, Schiffe u. dergl.). In diesen Spalten sind sämtliche bewohnte Gebäude und sonstige Baulichkeiten, in denen Personen vom 31. Dezember auf den 1. Januar übernachtet haben, sodann auch unbewohnte, aber hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmte im Bau vollendete Gebäude (unbewohnte Wohnhäuser) nach Lage und Hausnummer einzeln zu verzeichnen. Dabei sind nicht Gruppen mehrerer Gebäude oder ganze bebaute Grundstücke, sondern die *einzelnen Wohnhäuser* anzuführen.

§ 44. — Als Wohnhaus ist im *allgemeinen* anzusehen :

1. jedes freistehende Wohngebäude ;
2. jedes zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude, wenn auch mit einem anderen Gebäude unter *einem* Dache befindlich, sobald es von diesem durch eine vom Dach bis zum Keller reichende Trennungswand (Brandmauer) geschieden ist. Führen mehrere Gebäude dieselbe Hausnummer, so ist diese so oft, wie sie vorkommt, einzusetzen.

§ 45. — Gebäude, die zwar bewohnt sind, für gewöhnlich aber nicht zu Wohnzwecken dienen (z. B. Kranken- und Gefangenenhäuser, Dienstgebäude von Behörden, Lehranstalten usw.), sind nebst Hausnummer nach ihrem Hauptzwecke, andere bewohnte Baulichkeiten an Stelle der Hausnummer nach ihrer Art (z. B. Bude, Schiff, Wagen usw.) kurz zu bezeichnen.

§ 46. — *Unbewohnte* Wohnhäuser sind hinter der letzten Haushaltung einzeln einzutragen und zwar ohne laufende Nummer, da für sie keine Liste ausgegeben wird.

§ 47. — Von den in der vierten Spalte aufzuführenden Namen sind diejenigen solcher Haushaltungsvorstände, welche zusammen in einem Gebäude wohnen, mit einer gemeinschaftlichen Klammer zu versehen, so daß für jedes einzelne Gebäude ersichtlich gemacht wird, welche Haushaltungen dasselbe bewohnen.

§ 48. — In die letzte Spalte werden etwaige *Bemerkungen* eingetragen, z. B. in betreff verlorener, überflüssiger und ersetzter oder nachträglich aufgestellter Listen ; über den Grund, weshalb ein Wohnhaus unbewohnt ist ; darüber, daß alle Haushaltungsmitglieder ortsabwesend sind ; an welche Person die Zählungsliste für eine augenblicklich nicht zu Haus befindliche Person zur Besorgung gegeben wird usw.

IX. — Ablieferung des Zählmaterials.

§ 49. — Nach vollendeter Wiedereinsammlung hat der Zähler :

1. die sämtlichen eingesammelten Formulare auf ihre Vollständigkeit und Richtigkeit erneut zu prüfen und etwa erforderliche Ergänzungen und Berichtigungen sofort zu bewirken ;
2. die Zählkarten und Haushaltungslisten nach den Nummern zu ordnen ;
3. in der Kontrollliste die Summe der im Zählbezirke vorhandenen Gebäude, Haushaltungen, anwesenden und abwesenden Personen zu ziehen, eine Reinschrift zu fertigen und Entwurf wie Reinschrift mit Unterschrift zu versehen ;
4. beide Kontrolllisten (Entwurf und Reinschrift) mit den geordneten Haushaltungslisten und Zählkarten sowie den überzähligen Formularen bis spätestens am 5. Januar 1931 dem Bürgermeister oder der Zählungskommission zu übergeben.

Arrêté du 4 novembre 1930, concernant l'expertise des étalons destinés à la monte pendant l'année 1931.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*

Vu l'arrêté grand-ducal du 28 juin 1930, concernant l'amélioration de la race chevaline ;

Sur la proposition de la Chambre d'agriculture ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La Commission d'expertise des étalons se réunira à Diekirch, le mardi, 18 novembre 1930, à 9 heures du matin, pour procéder à l'expertise des étalons destinés à la monte des juments d'autrui pendant l'année 1931.

Art. 2. Pour faciliter les opérations de la commission, les étalonniers sont tenus de faire inscrire au préalable leurs entiers auprès du secrétaire de la commission d'expertise, lequel, à cette fin, se trouvera sur les lieux une heure avant le commencement des opérations.

Art. 3. Les étalons admis sont marqués sous la crinière du côté gauche, au moyen d'un fer chaud portant le chiffre 1.

Cette réception est en outre constatée par un permis de saillie pour un an, contenant le signalement de l'étalon et la désignation du ressort de la station lui assignée.

Art. 4. Les propriétaires désirant une station devront faire connaître leurs desiderata à la commission d'expertise avant le 25 novembre 1930.

Art. 5. Après la publication de la liste des étalons admis, il ne devra plus être opéré de changement quelconque au ressort des stations.

Art. 6. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial* et un exemplaire en sera adressé à chaque membre de la commission d'expertise.

Les administrations communales auront l'obligation d'en informer les propriétaires d'étalons de leurs communes.

Luxembourg, le 4 novembre 1930.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Jos. Bech.*

Beschluß vom 4. November 1930, die Untersuchung der zur Beschälung während des Jahres 1931 bestimmten Hengste betreffend.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,*

Nach Einsicht des Groß. Beschlusses vom 28. Juni 1930, über die Beredung der Pferdecasse;

Auf Vorschlag der Landwirtschaftskammer

Beschließt :

Art. 1. Die Schaukommission für die Untersuchung der Hengste wird am Dienstag den 18. November 1930, um 9 Uhr morgens in Diekirch zusammentreten, um die Untersuchung der während des Jahres 1931 zur Beschälung fremder Stuten bestimmten Hengste vorzunehmen.

Art. 2. Zur Erleichterung des Schaugehäftes haben die Hengstehalter ihre Hengste vorher beim Sekretär der Schaukommission, der dieserhalb eine Stunde vor Beginn des Schaugehäftes an Ort und Stelle sein wird, einschreiben zu lassen.

Art. 3. Die angeführten Hengste sind auf der linken Seite unter der Mähne mittels eines Brenneisens mit der Ziffer 1 bezeichnet.

Außerdem wird diese Anführung durch einen Beschälungsschein bestätigt, der auf ein Jahr lautet, das Signalement des Hengstes enthält, und eventuell die Bezeichnung des Bezirkes der ihm zugewiesenen Station angibt.

Art. 4. Die Eigentümer, welche eine feste Station wünschen, haben dies der Rörungscommission vor dem 25. November 1930 anzumelden.

Art. 5. Nach Veröffentlichung des Verzeichnisses der angeführten Beschäler soll am Bezirk der einzelnen Stationen keinerlei Abänderung vorgenommen werden.

Art. 6. Dieser Beschluß soll im „Mémorial“ veröffentlicht und ein Exemplar davon jedem Mitglied der Schaukommission zugestellt werden. Die Gemeindeverwaltungen sind verpflichtet, den Hengstehaltern ihrer Gemeinde den Tag der Untersuchung zur Kenntnis zu bringen.

Luxemburg, den 4. November 1930.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Jos. Bech.*

Arrêté du 6 novembre 1930, portant fixation des émoluments et des frais de déplacement des experts du Service du Fonds d'amélioration agricoles.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*

Vu l'art. 36 de l'arrêté grand-ducal du 16 août 1930, portant règlement d'exécution de la loi du 8 avril 1930 sur le Fonds d'améliorations agricoles;

Vu les propositions de la Commission chargée de l'administration du dit Fonds;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le tarif des émoluments et des frais de déplacement des experts est fixé comme suit :

1^o Visite et estimation des immeubles et rédaction du rapport :

24 fr. par vacation de 3 heures avec un maximum de 3 vacations par jour ; en cas de contestation sur l'application du tarif, la commission décidera sans recours.

2^o Frais de voyage :

- a) pour la distance parcourue en chemin de fer : le remboursement du prix d'un billet de 2^{me} classe ;
- b) pour la distance parcourue en autobus : le remboursement du prix du billet ;
- c) pour la distance parcourue par voie ordinaire : 75 centimes par kilomètre.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 6 novembre 1930.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*
Jos. Bech.

Beschluß vom 6. November 1930, über die Festsetzung des Tarifs für Honorare und Reisekosten der Sachverständigen des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,*

Nach Einsicht des Art. 36 des Großh. Beschlusses vom 16. August 1930, betreffend die Ausführung des Gesetzes vom 8. April 1930 über die Schaffung eines landwirtschaftlichen Meliorationsfonds;

Gesehen die Vorschläge der Verwaltungs-Kommission des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds;

Beschließt:

Art. 1. Der Tarif der Honorare und Reisekosten der Sachverständigen ist wie folgt festgesetzt:

1. Besichtigung und Abschätzung des Immobilien und Fertigstellung des Berichtes:

24 Fr. für die dreistündige Vacation, mit maximal drei Vacationen täglich; im Falle die Anwendung des Tarifes beanstandet wird, beschließt die Kommission ohne Refurs.

2. Reisekosten:

- a) für die mit der Eisenbahn zurückgelegte Strecke: die Rückvergütung des Fahrpreises 2ter Klasse;
- b) für die mittels Autobus zurückgelegte Strecke: die Rückvergütung des Fahrpreises;
- c) für die auf gewöhnlichem Wege zurückgelegte Strecke: 75 Centimes pro Kilometer.

Art. 2. Dieser Beschluß wird im „*Mémorial*“ veröffentlicht.

Luxemburg, den 6. November 1930.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,*
Jos. Bech.

Avis. — Conseil Supérieur des Mines. — Par arrêté du 27 octobre 1930, MM. Léon Moutrier, Conseiller d'Etat, à Luxembourg, Antoine Funck, Conseiller de Gouvernement, à Luxembourg, et Joseph Franck, directeur de minières, à Esch-s.-Alz., ont été nommés membres du Conseil Supérieur des Mines, pour une période de quatre ans, prenant cours le 1^{er} octobre 1930. — 27 octobre 1930.

Avis. — Justice. — Par arrêté grand-ducal du 30 octobre 1930, M. Paul Trausch, receveur des contributions à Clervaux, a été nommé juge-suppléant près la justice de paix du canton de Clervaux. — 5 novembre 1930.

Erratum. — Emprunt grand-ducal 4½% 1919. — Dans la liste des obligations de l'emprunt grand-ducal 4½% 1919 sorties à des tirages ayant eu lieu avant l'année 1930 publiée aux pages 961 à 963 du *Mémorial* de 1930, il faut lire Lit. B N° 20855 au lieu de 24.855 et Lit. C 9407 au lieu de 9047. — 4 novembre 1930.

Cour Permanente de Justice Internationale. — D'après une information du Secrétaire général de la Société des Nations, la Chine a ratifié :

le Protocole concernant la révision du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, fait à Genève, le 14 septembre 1929, et

le Protocole concernant l'adhésion des Etats-Unis d'Amérique au Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, fait à Genève, le 14 septembre 1929.

Les instruments de ratification ont été déposés au Secrétariat de la Société des Nations le 14 octobre 1930. — 5 novembre 1930.

Emprunts communaux. — Tirage d'obligations.

Communes et sections intéressées.	Désignation de l'emprunt	Date de l'échéance	Numéros sortis au tirage:			Caisse chargée du remboursement
			100	500	1000	
Remich.	1.250.000 6½% 1928	1 ^{er} nov. 1930			80. 176. 366. 449. 900. 1000. 1101.	Banque générale du Luxembourg.
Boevange-Troine.	200.000 6% 1928	id.		5. 66. 112. 191. 355. 319. 203. 275.		Société luxem- bourgeoise de re- ports et de dépôts.
Hesperange-Itzig.	34.000 3½% 1898	id.	73. 85. 142. 235. 313.			id.
Esch s. Alz.	284.500 3½% 1895	1 ^{er} déc. 1930	15. 47. 81. 89. 101. 142. 160. 170. 179. 183.	17. 29. 64.	28. 55. 70. 126. 141. 165. 183.	id.
Nommern-Schrod- weiler.	15.000 3½% 1898	id.	10. 105.			id.
Manternach-Lellig.	10.000 3½% 1896	1 ^{er} janv. 1931	54.			id.
Mertert-Mertert.	8.000 3½% 1899	id.	12.			id.
Nommern-Cruchten.	20.000 3½% 1898	id.	26. 82. 110.			id.
Boulaide-Boulaide.	7.000 3½% 1891	id.	20.			id.
Flaxweiler.	26.000 3½% 1898	id.	37. 51. 128. 148.			id.
Mompach-Mœrsdorf.	4.000 4% 1891	id.	28.			id.

Luxembourg, le 30 octobre 1930.